

REVUE DE LA SAISON DES CIRCULAIRES DE 2021 : ACTIVISME ACTIONNARIAL ENVERS LES FACTEURS ESG

HUGESSEN
CONSULTING

Auteurs : Jean-Francois Malo, Ella Chilton | Janvier 2022

En raison de l'attention accrue accordée aux changements climatiques et à la responsabilité des entreprises à l'échelle mondiale, les sociétés canadiennes subissent une pression croissante des actionnaires relativement à l'adoption de mesures environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) dans leurs stratégies d'entreprise, de gouvernance et de gestion des talents.




Hugessen suit l'opinion des actionnaires et les tendances croissantes, en particulier en ce qui concerne la rémunération des hauts dirigeants. Les propositions des actionnaires sont un bon indicateur des tendances et de l'intérêt croissants de la communauté. **Encore une fois, cette année, nous avons constaté un nombre croissant de propositions d'actionnaires liées aux facteurs ESG parmi les entreprises du TSX60.** Cet article donne un aperçu de l'activisme actionnarial envers les facteurs ESG au cours de la dernière saison des circulaires et se concentre notamment sur **les facteurs environnementaux et sociaux.**

Facteurs environnementaux

Cette année, parmi les entreprises du TSX60, dix-neuf propositions d'actionnaires soumises à un vote des actionnaires étaient liées à des préoccupations environnementales. C'est une nette augmentation comparativement aux six propositions de l'année précédente. Ces propositions portaient principalement sur des enjeux liés au climat, allant de la divulgation au vote sur les enjeux climatiques.

Bien que le soutien envers la plupart des propositions environnementales soumises ait été de moins de 10 %, nous avons identifié trois cas où le soutien des actionnaires était supérieur à 15 % :

Le mouvement d'éducation et de défense des actionnaires (**MÉDAC**) a présenté la majorité de ces propositions. Historiquement, nombre des propositions avancées par le MÉDAC reflètent une approche plus avant-gardiste que celle de la plupart des actionnaires institutionnels traditionnels. Cependant, dans certains cas, leurs idées ont servi de « baromètre » pour des tendances futures qui sont maintenant largement acceptées au sein de la communauté des actionnaires.

Société	Promoteur	Détails de la proposition (résumé)	Résultats
	SumOfUs	RBC devrait adopter dans l'ensemble de l'entreprise des objectifs quantitatifs assortis de délais liés à la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) associés aux activités de souscription et de prêt. L'entreprise devrait également publier un rapport annuel sur ses plans et les progrès qu'elle aura réalisés en vue d'atteindre ces objectifs.	31,1 % POUR
	MEDAC	La Banque CIBC devrait rédiger un rapport sur les prêts qu'elle a consentis pour soutenir l'économie circulaire au cours des dernières années.	22,5 % POUR
	Harrington Investments, Inc.	Le conseil d'administration devrait produire un rapport décrivant un plan clair visant à rendre carboneutre l'empreinte de gaz à effet de serre de l'entreprise, y compris son portefeuille de crédit. Ainsi, le plan devrait décrire le processus de réduction ou de transformation du financement du secteur des combustibles fossiles par la Banque.	16,2 % POUR

Vote sur les enjeux climatiques – *en plein essor*

Le vote sur les enjeux climatiques est un vote consultatif non contraignant sur la stratégie climatique de l'entreprise qui a récemment gagné du terrain en Europe et en Amérique du Nord

- Adoptions volontaires en 2021 : La Compagnie des chemins de fer CN et CP ont adopté les pratiques de vote sur les enjeux climatiques suggérées par les actionnaires
- Les points de vue sur leur efficacité diffèrent : Glass Lewis recommande généralement aux actionnaires de voter contre, en évoquant des inquiétudes quant à la pertinence des données et à la capacité de les analyser, tandis que les grands actionnaires institutionnels comme la CDPQ ont exprimés leur soutien envers les votes consultatifs, considérant le vote sur les enjeux climatiques comme un outil pour favoriser la transition vers une économie durable.

Certains investisseurs institutionnels estiment que les rapports sur le climat sont trop récents pour instaurer le vote sur les enjeux climatiques. Ces investisseurs préfèrent exprimer leur mécontentement en votant contre la réélection des administrateurs responsables de la surveillance du développement durable, comme présenté dans ce [webinaire de l'ICGN](#) publié récemment.

Dans les coulisses, des initiatives comme **Climate action 100+** travaillent également avec les dirigeants et les investisseurs pour réaliser des progrès quant à la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES). Dans le cas de **Teck Resources Limited**, Climate action 100+ s'est associé à des organisations comme **l'Association des actionnaires pour la recherche et l'éducation (SHARE)**, afin de travailler avec la direction sur son approche de la gouvernance climatique. En 2021, la société a annoncé son engagement à atteindre l'objectif de carboneutralité d'ici 2050 et a fixé des objectifs transitoires. La société a également amélioré sa divulgation de renseignements liés au climat pour ses activités actuelles et proposées.

Au-delà des sociétés cotées à la Bourse de Toronto, les sociétés pétrolières et gazières internationales font face à une pression accrue de la part des actionnaires relativement à leurs impacts environnementaux à travers un éventail de tactiques :

- Une proposition des actionnaires de Chevron, demandant une comptabilisation liée aux changements climatiques pour la transition énergétique de l'entreprise, a reçu un soutien de 62 %. À la suite de la proposition, en octobre 2021, la société a annoncé qu'elle allait se fixer un objectif de carboneutralité d'ici **2025**.
- Trois administrateurs dissidents ont récemment été élus à Exxon Mobil Corporation, ils ont été nommés par un investisseur activiste sous une toile de fond de transition climatique, de gouvernance et d'expertise des administrateurs.
- Royal Dutch Shell (RDS) est également un bon exemple du débat sur la rémunération liée aux facteurs ESG. Un tribunal néerlandais a condamné la société à réduire ses émissions de carbone dans le cadre de sa stratégie climatique, ce qui pourrait créer un élan pour les législateurs du monde entier. *RDS a depuis annoncé qu'il fera appel de la décision*¹.

BlackRock – responsabilité en matière de durabilité


BlackRock prend des mesures pour utiliser sa fonction de propriétaire afin de devenir un actionnaire qui soutient ouvertement les propositions liées aux facteurs ESG. Comme il est indiqué dans ses directives de vote, BlackRock peut voter contre les administrateurs responsables si la divulgation d'une entreprise est insuffisante pour permettre une évaluation approfondie ou si une entreprise n'a pas fourni un plan crédible de la transition de son modèle d'affaires vers une économie à faible émission de carbone. BlackRock peut également appuyer les propositions des actionnaires qui, selon la société, répondent aux lacunes de l'approche d'une entreprise face au risque climatique et à la transition énergétique.

En chiffres :

- BlackRock a voté en faveur de 64 % des propositions d'actionnaires liées à l'environnement en 2021
- La compagnie a voté en faveur de la proposition de RBC d'adopter des objectifs d'émissions de GES en déclarant : « [...] [nous] croyons que le soutien de la proposition pourrait accélérer les progrès de la compagnie en matière de gestion ou de surveillance des risques climatiques. »
- En 2021, BlackRock a voté CONTRE 255 administrateurs pour des raisons liées aux enjeux climatiques

Facteurs sociaux

La saison des circulaires de 2021 a également vu une augmentation des propositions soumises au vote des actionnaires liées à des préoccupations sociales. Trente-trois propositions, en hausse par rapport à neuf propositions l'année précédente, étaient axées sur des sujets tels que le salaire de subsistance ainsi que la diversité, l'équité et l'inclusion. La plupart des propositions concernaient la définition de l'objectif de l'entreprise et des mesures liées à la COVID-19.

Société	Promoteur	Détails de la proposition (résumé)	Résultats
	Fondation Atkinson	La compagnie devrait rendre compte aux actionnaires de la mesure dans laquelle les politiques et les pratiques de l'entreprise sont certifiées ou se comparent aux normes de pratique externes dirigées par des Autochtones quant aux relations avec les communautés autochtones, au recrutement et à l'avancement des employés autochtones, à la formation interne sur la réconciliation avec les Autochtones et à l'approvisionnement auprès d'entreprises appartenant à des Autochtones.	98 % POUR

Remarque : Le conseil d'administration a fait une recommandation POUR cette proposition à la suite d'un engagement avec la Fondation Atkinson

En revanche, de nombreuses propositions liées aux mesures sociales ont été retirées à la suite d'un engagement entre les entreprises et leurs actionnaires, ce qui suggère que les parties ont pu parvenir à une sorte d'accord par rapport au sujet de la proposition.

Quelle est l'incidence sur la rémunération ?

Les répondants de **l'enquête de l'ISS sur les politiques internationales en 2021**, des investisseurs internationaux et des entreprises affiliées, conviennent que les mesures ESG en matière de rémunération constituent un incitatif approprié pour les hauts dirigeants. La plupart estiment que ces indicateurs de rendement, financiers ou non, doivent être précis, quantifiables et bien communiqués au marché. La majorité estime que les mesures incitatives à court et à long terme sont des véhicules efficaces pour les mesures ESG.

À l'avenir, nous nous attendons à ce que l'activisme et l'engagement des actionnaires envers les facteurs ESG augmentent. Les conseils d'administration doivent être prêts à discuter de leur programme ESG et de la manière dont il s'intègre dans les rendements (et parfois dans la rémunération).

L'intégration des facteurs ESG dans la rémunération est une pratique en évolution rapide et nous comprenons que les conseils d'administration peuvent avoir de la difficulté à s'y retrouver. Pour déterminer quelles mesures ESG sont les plus importantes pour l'entreprise et la manière de définir les objectifs ESG, les conseils d'administration doivent innover quant à leur façon de définir des objectifs et de calibrer les courbes de rendement sur de nouvelles mesures non financières. Hugessen guide les conseils d'administration lors de la mise en œuvre des mesures ESG dans leurs plans de rémunération. Notre rôle en matière de rémunération liée aux facteurs ESG consiste à aider les conseils d'administration à déterminer les indicateurs ESG sur lesquels ils doivent se concentrer et la manière par laquelle ces facteurs doivent être mis en œuvre. Cela comprend la décision de les inclure dans le régime incitatif à court ou à long terme et la pondération relative à la réalisation des mesures ESG sélectionnées.

Hugessen Consulting est un cabinet de conseil indépendant qui vise à répondre aux besoins des conseils d'administration et de leurs comités de rémunération en matière de rémunération des dirigeants. Disposant de bureaux à Toronto, à Calgary et à Montréal, il a pour mission d'être le principal fournisseur de conseils sur la rémunération des dirigeants, sur la mesure et l'évaluation du rendement ainsi que sur la gouvernance aux comités de rémunération des moyennes et grandes entreprises du Canada et des États-Unis. © 2022 par Hugessen Consulting Inc. Tous droits réservés

References

¹ Pour en savoir plus sur la rémunération liée aux facteurs ESG de RDS, [consultez cette étude de cas](#), rédigée par Hugessen.